

Plaider pour un **changement véritable** – à la manière féministe



Dans le système juridique patriarcal du Soudan, les dés sont souvent pipés contre les femmes. Zeinab (à gauche) travaille avec SORD, homologue d'Inter Pares, pour naviguer dans les tribunaux de la famille et obtenir de bons résultats pour les femmes qu'elle représente, comme Najwa (à droite).

EN SAVOIR PLUS SUR SON TRAVAIL À LA PAGE QUATRE.

Crédit photo : Rita Morbia/Inter Pares

Grand ou petit, un plaidoyer bien fait peut changer des vies. Dans ce *Bulletin* entièrement consacré au plaidoyer féministe, faites la connaissance de groupes communautaires qui exigent le respect des femmes de leur collectivité, d'avocates qui travaillent à changer de l'intérieur un système juridique injuste et de jeunes qui luttent pour leur droit à l'éducation à la sexualité.

Se battre pour l'éducation sexuelle au Salvador

Wendy Barerra a 22 ans, elle étudie le droit et défend l'éducation à la sexualité avec passion.

« On parle ici de nos droits, de notre corps, d'une chose qui fait partie de toutes les étapes de notre vie. »

Wendy fait partie d'un réseau de jeunes qui plaident pour l'éducation complète à la sexualité (ÉCS) au Salvador. Soutenu par La Colectiva Feminista, homologue d'Inter Pares, le Réseau des jeunes pour la santé sexuelle et reproductive travaille en vue d'assurer une éducation à la sexualité complète et adéquate par l'entremise des écoles et des services de santé. ►

« Découvrir l'ÉCS m'a transformée non seulement sur le plan professionnel, mais aussi sur le plan personnel », explique Wendy. « Je n'ai plus le même rapport à mon corps parce que je suis devenue autonome... J'ai commencé à être plus sûre de moi. »

Les défenseur-e-s de l'ÉCS comme Wendy veulent réduire le taux élevé de grossesses chez les adolescentes au pays. Dans les dernières années, les adolescentes comptaient pour le tiers des grossesses au Salvador – et la pandémie a aggravé les choses. Dans bien des cas, les grossesses des filles et des jeunes femmes sont également associées à la violence sexuelle.

Pour tenter de remédier au problème, le Salvador a créé en 2009 un programme national d'éducation sexuelle – mais sa mise en œuvre est pour le moins sporadique. Les enfants et les jeunes n'ont toujours pas accès à l'ÉCS et il y a très peu de personnel formé pour l'enseigner.



Wendy Barrera plaide pour l'éducation complète à la sexualité (ÉCS) au Salvador par le biais d'un réseau de jeunes soutenu par Inter Pares. Ici, elle prend la parole lors d'un forum sur le droit des adolescents à l'ÉCS.

Crédit photo : La Colectiva Feminista

La Colectiva change toutefois les choses en formant des membres du personnel enseignant comme Roberto Flores Granados sur l'intégration de l'ÉCS à ses plans de cours.

« La formation m'a beaucoup aidé », se réjouit Roberto. « Elle a fait disparaître le blocage mental qui m'empêchait de parler de santé sexuelle. »

Roberto vient de tenir à son école une foire d'ÉCS où les élèves ont parlé de contraception, de diversité sexuelle, de relations saines et d'estime de soi. Inspiré par les changements qu'il a apportés à son enseignement, Roberto s'est joint à un réseau qui, avec l'appui de La Colectiva, plaide pour une meilleure intégration de l'ÉCS dans les écoles. Le réseau réunit entre autres des enseignant-e-s, des membres de conseils scolaires et du personnel de la santé publique.

Wendy entend bien que tous ses pairs puissent, comme elle, avoir le droit de découvrir la sexualité sans préjugés.



« Chaque personne devrait avoir accès à ces connaissances – et avoir le droit de se découvrir soi-même. » 



Roberto Flores Granados discute de contraception, de diversité sexuelle, de relations saines et d'estime de soi avec des élèves lors d'une foire d'ÉCS qu'il a organisée dans son école.

Crédit photo : Lise-Anne Léveillé/Inter Pares

De l'intimité, S.V.P. – Respecter les droits de la santé des femmes au Bangladesh

Des centaines de personnes encerclent une clinique communautaire, mécontentes de ses pratiques envers les femmes. Pour quel motif? Pas ce que l'on pourrait croire!

Dans la campagne du Bangladesh, ces protestataires ne s'opposent pas à la contraception ou à l'accès des femmes aux services reproductifs. Leur seule exigence est simple : que la clinique traite ses patientes avec respect.

Dans la société patriarcale du Bangladesh, notre organisation homologue Nijera Kori réunit des femmes pauvres et marginalisées au sein de groupes locaux où elles découvrent leurs droits et, chose tout aussi importante, acquièrent la confiance requise pour exiger qu'on les respecte. Ces groupes de femmes et d'alliés combinent les connaissances et le pouvoir du nombre pour changer les choses.

Dans la dernière année, ces groupes ont fait bouger les choses dans leurs cliniques de santé locales.

Les hommes forment la majorité des employés des cliniques médicales dans les villages. Ils arrivent de la ville avec une attitude méprisante envers les gens de la campagne, surtout les femmes. Quand une femme se présente avec un problème de santé sexuelle ou reproductive, il arrive souvent qu'elle vive une expérience humiliante. Les cliniques sont petites et il y a



Notre organisation homologue, Nijera Kori, réunit des femmes pauvres et marginalisées au sein de groupes locaux où elles découvrent leurs droits et acquièrent la confiance nécessaire pour exiger le respect de ces droits.

Crédit photo : Nijera Kori

peu d'intimité. Les femmes sont souvent mal à l'aise d'aborder de graves problèmes de santé, parfois très intimes, quand elles savent que le personnel et les autres patients peuvent tout entendre. Plusieurs décident de ne pas y aller, préférant risquer leur santé plutôt que de subir l'humiliation publique.

Mais ces défenseur-e-s populaires, appuyées par Nijera Kori et Inter Pares, exigent maintenant des changements. Des groupes – formés de femmes et d'hommes, d'adultes et de jeunes – ont demandé aux cliniques de créer des espaces privés pour les consultations médicales des femmes et des filles.

Certaines cliniques ont compris tout de suite et aussitôt aménagé des espaces privés qui respectent l'intimité. Mais d'autres ont

fait la sourde oreille. Alors les groupes ont encerclé les cliniques et protesté haut et fort, jusqu'à ce qu'on les entende.



L'an dernier, ces activistes de la santé des femmes ont réussi à obtenir des espaces séparés pour les femmes et les filles dans 19 cliniques communautaires. La victoire peut sembler bien mince, mais elle fait parfois la différence entre la vie et la mort. Et c'est un pas de plus dans la lutte des femmes pour affirmer leur droit d'être traitées avec respect. 

Des plaideuses du Soudan trouvent leur voix

Quand les avocates Zeinab, Wafaa et Amal évoquent leur première expérience dans un tribunal de la famille à Khartoum, au Soudan, elles revivent l'appréhension, l'angoisse et la colère. Pas la rage, plutôt une colère issue de l'indignation devant l'ampleur des violations des droits.

La Constitution soudanaise garantit l'égalité des sexes. Paradoxalement, les « lois relatives à la situation personnelle » – qui régissent notamment le mariage, le divorce et la garde des enfants – stipulent toutefois que la femme doit obéissance à son mari. Les femmes et les filles doivent aussi avoir un tuteur masculin. C'est généralement un membre de la famille qui peut contrôler leur vie de manière importante – la loi donne au tuteur notamment le pouvoir de consentir à un mariage en leur nom. Au Soudan, on peut marier des filles d'à peine dix ans.

Pendant que SORD (Organisation soudanaise pour la recherche et le développement) s'affaire à modifier le cadre juridique qui discrimine les femmes, Zeinab, Wafaa, Amal et la douzaine d'autres avocates qui travaillent avec l'organisation doivent affronter chaque jour le système juridique actuel.



Dans le cadre d'un système juridique aussi fondamentalement patriarcal, les avocates se débattent pour défendre au mieux les femmes qu'elles représentent. Ces brillants esprits juridiques

ne baissent pas les bras. Avec leurs stratégies coordonnées, elles changent les choses de l'intérieur. Et à force de ténacité, de patience et d'astucieux arguments juridiques, elles ont fait des progrès incroyables.

Les avocates de SORD travaillent maintenant dans quatre grandes villes du pays. Elles ont appris quels arguments juridiques il faut utiliser pour remporter les causes de divorce, de garde d'enfant

et de pension alimentaire de leurs clientes – trop souvent des survivantes de la violence et des mariages infantiles forcés. Elles font l'éducation des juges et en appellent à leur humanisme. Les nouvelles avocates profitent des enseignements des vétérans. Même si la loi n'est pas toujours de leur côté, elles utilisent tous autres moyens à leur disposition pour obtenir des résultats favorables.

Wafaa, Zeinab et Amal n'ont plus à se débattre pour savoir quoi dire et par où commencer. Elles ont trouvé leur voix et ce n'est que le début! Inter Pares est reconnaissante de pouvoir soutenir leur travail si courageux. 



Amal, Wafa, Suhair et Zeinab (photographiées ici de gauche à droite) sont des avocates qui travaillent avec SORD, l'homologue d'Inter Pares au Soudan. Elles changent le système juridique de leur pays de l'intérieur.

Crédit photo : Rita Morbia/Inter Pares

Inter Pares

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

En partenariat avec
 **Canada**